

TERMES DE RÉFÉRENCE POUR UNE VÉRIFICATION DES DEPENSES

PROJET SUBVENTIONNÉ PAR L'INITIATIVE

Les présents termes de référence s'appliquent à la vérification des dépenses déclarées dans le rapport financier dans le cadre du contrat suivant :

Code analytique : XXX

Contrat : XXX

Titre du projet :

Bénéficiaire : XXX

Adresse du Bénéficiaire :

Budget du contrat : XXX Euros

Période du rapport financier : du XXXXX au XXXXX

I. CONTEXTE

Lancée fin 2011, L'Initiative est une facilité française complémentaire du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Elle apporte une assistance technique et un appui à des projets catalytiques dans une quarantaine de pays récipiendaires du Fonds mondial pour améliorer l'efficacité de ses subventions et renforcer l'impact sanitaire des programmes financés. Elle contribue ainsi à garantir l'efficacité de la riposte aux pandémies.

Elle est mise en œuvre par Expertise France, l'agence de coopération technique internationale, sur financement du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères qui en exerce la tutelle.

Dans le cadre du Canal Projet de L'Initiative, des subventions ont été attribuées en 20xx, les titulaires étant sujet à un audit final.

II. OBJECTIFS

Le présent audit a pour objectif de permettre à Expertise France de constater, à l'appui du rapport de l'auditeur et des vérifications qui auront été effectuées par l'auditeur, l'éligibilité ou la non éligibilité des dépenses déclarées dans le rapport financier annexé au rapport d'audit, conformément aux conditions de la convention de subvention n°XXXX, et notamment sur les éléments suivants :

- Que le rapport financier au XXXXX donne une image fidèle, dans tous ses aspects significatifs, des dépenses effectivement engagées et des recettes effectivement perçues pour le projet au cours de la période du début de la mise en œuvre du projet soit du XX/XX/20XX au XX/XX/20XX, pour un montant maximum de XXX XXX Euros.
- Que les fonds alloués au projet par L'Initiative ont, dans tous leurs aspects significatifs, été utilisés conformément aux conditions contractuelles applicables.

L'auditeur procède pour ce faire à l'**examen partiel** des dépenses encourues par le bénéficiaire dans le cadre de la subvention octroyée par l'Initiative.

Le ratio de couverture des dépenses correspond au total des dépenses contrôlées par l'auditeur, exprimé en pourcentage du total des dépenses que l'Entité a déclarées dans les rapports financiers.

L'auditeur veille à ce que le ratio global soit de **30% du montant total du rapport financier**. S'il/si elle relève un pourcentage d'exceptions inférieur à 10 % du total des dépenses contrôlées (soit 3%), l'auditeur finalise les procédures de vérification et poursuit la procédure d'établissement de rapport.

Si le taux d'exception noté est supérieur à 10 %, l'auditeur étoffe les procédures de vérification jusqu'au moment où le ratio est de 45% au moins. L'auditeur termine ensuite les procédures de vérification et poursuit la procédure d'établissement du rapport indépendamment du pourcentage total d'exceptions observé. L'auditeur veille à ce que le ratio de chaque rubrique et sous-rubrique de dépenses du rapport financier soit d'au moins 10 %.

L'auditeur procédera à l'analyse d'une liste de suspens pour la conduite de l'audit. Après une première analyse de l'échantillon des dépenses à auditer, l'auditeur pourra revenir vers le porteur de projet pour compléter les justificatifs des dépenses non obtenues.

III. CONTROLE DES DEPENSES

Le vérificateur des dépenses doit procéder aux contrôles explicités ci-dessous, sauf s'ils ne sont pas pertinents, compte tenu des critères d'éligibilité applicables au type de contrat. Le vérificateur des dépenses est donc tenu d'acquérir une compréhension suffisante de ces exigences afin d'effectuer uniquement les contrôles pertinents et appliquer correctement les conditions d'éligibilité pertinentes.

- Le vérificateur des dépenses contrôle l'éligibilité des coûts directs au regard des termes et conditions du contrat entre Expertise France et le Bénéficiaire. Il vérifie que ces coûts :
 - sont prévus dans le budget du contrat et sont conformes aux principes de saine gestion financière, en particulier ceux de l'optimisation des ressources et du rapport coûts/efficacité ;
 - ont réellement été supportés par le bénéficiaire ou ses partenaires pendant la période de mise en œuvre de l'action
 - sont enregistrés dans les comptes du bénéficiaire et sont identifiables, vérifiables et étayés par des justificatifs originaux (justificatifs de dépenses et preuves de paiement). L'auditeur examine également les justificatifs des travaux effectués, des biens reçus ou des services fournis ; l'existence d'actifs est vérifiable ;
 - Les dépenses ont été engagées pendant la période d'éligibilité contractuelle ;

Le vérificateur des dépenses contrôle également que le projet a été mené en conformité avec les différentes politiques et réglementations applicables (règles comptables, droit fiscal, droit du travail, etc.) dans le ou les pays où ont été encourues les dépenses (lieu de la Mission et siège de l'organisation, etc.). Il vérifiera également le montant des fonds reçus par l'entité et envoyés par Expertise France, et leur utilisation.

En fonction des suspens retenues et des faiblesses en contrôle interne de l'organisation, des recommandations seront faites et inscrites dans le rapport final.

- L'auditeur vérifie que les coûts administratifs (indirects) n'excèdent pas **x%** au maximum du total des coûts directs éligibles de l'action, conformément à la Convention de Subvention.
- L'auditeur revérifie les dépenses inéligibles constatées lors de l'audit intermédiaire sur la période du **xx/xx/20xx au xx/xx/20xx**.

L'audit sera réalisé à **XXX dans les locaux de l'entité ou à distance**. L'auditeur est tenu de confirmer à Expertise France le lieu où l'audit sera réalisé avant le début des travaux sur le terrain et doit s'assurer au préalable qu'il pourra avoir accès aux documents justificatifs nécessaires ainsi qu'au personnel clé de l'entité au cours de l'audit.

Si le contrat audité comprend des engagements de l'entité auprès de partenaires tiers, il conviendra pour l'auditeur de mettre en évidence dans le rapport d'audit, à minima dans une synthèse, les fonds délégués à ces entités.

Option 1 : L'audit intermédiaire a pour objet les dépenses et recettes déclarées dans les rapports financiers du projet couvrant la période du **xx/xx/20xx au xx/xx/20xx**.

Option 2 : L'audit final a pour objet les dépenses et recettes déclarées dans les rapports financiers du projet couvrant la période du **xx/xx/20xx au xx/xx/20xx**.

L'auditeur signale au plus vite à L'Initiative toutes les limitations de l'étendue de ses travaux qu'il rencontre avant ou pendant l'audit. Il l'informe de toute tentative de l'entité visant à restreindre l'étendue de l'audit ou de tout manque de coopération de sa part. L'auditeur consulte L'Initiative sur les actions à entreprendre, sur la possibilité de poursuivre l'audit ou sur les changements qu'il convient d'apporter à l'étendue de l'audit ou à son calendrier.

IV. RESULTATS DE L'AUDIT

8.1 Livrables et calendrier : l'auditeur est tenu de respecter les livrables et le calendrier défini avec L'Initiative et l'entité pour la consultation et la présentation du projet de rapport et du rapport final. L'attention de l'auditeur est attirée en particulier sur les éléments suivants:

| Phases | Tâches | Qui ? |
|------------------------|--|-----------------------|
| Phase 1- Planification | Partage des éléments contractuels (MS; lettre de consultation; TDR; rapport financier) | EF |
| | Partage de l'échantillon | Auditeur |
| | Partage des pièces justificatives | Bénéficiaire |
| Phase 2 - Travaux | Début des travaux | Auditeur |
| | Partage des suspens I | Auditeur |
| | Réponse aux suspens I | Bénéficiaire |
| | Partage des suspens II | Auditeur |
| | Réponse aux suspens II | Bénéficiaire |
| Phase 3 - Rapports | Partage du projet de rapport | Auditeur |
| | Partage des pièces phase contradictoire | Bénéficiaire |
| | Traitement PC | Auditeur |
| | Réunion de clôture | Auditeur/Bénéficiaire |
| | Soumission du rapport final | Bénéficiaire |
| | Validation du rapport | Bénéficiaire |
| | Soumission du rapport final signé à EF ou Bénéficiaire | Auditeur |

-
- 8.1 Le rapport doit être établi en **français/anglais**. Une synthèse du rapport d'audit en français doit être fournie avec le rapport.
- 8.2 Constatations et recommandations : l'auditeur doit mentionner explicitement et préciser les résultats (satisfaisants et non satisfaisants) des procédures spécifiques appliquées pour recueillir des éléments probants en cas de doute ou d'incertitude quant à l'éligibilité des dépenses dans les parties du rapport consacrées aux constatations financières.
- 8.3 Rapport d'audit final attendu : l'auditeur devra produire un rapport d'observation factuel, détaillé, justifié. Le rapport d'audit devra répondre aux objectifs cités ci-dessus et inclure :
- Les présents termes de référence.
 - Le détail des procédures de vérification appliquées par l'auditeur pour dresser ses observations factuelles.
 - Un rapport de dépenses certifiées (l'ensemble des dépenses vérifiées devra être strictement détaillé et apparaître dans ce rapport qui devra être structuré de la même manière que le budget contractuel annexé à la subvention).
 - Un rapport de dépenses rejetées (l'ensemble des dépenses rejeté devra être strictement détaillé et apparaître dans ce rapport qui devra être structuré de la même manière que le budget contractuel annexé à la subvention).
 - Un rapport détaillé des recommandations et leur degré de risque (majeur, significatif, modéré, mineur) sur la base de constats, recommandations et commentaires de l'entité auditée.
 - Des observations factuelles concernant l'ensemble des points de vérifications listés dans la partie I - Objectifs de l'audit ci-dessus.
 - Le calcul du solde à verser par Expertise France au porteur de projet le cas échéant
-